

Optimisme . . .

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 7 juin 1934

La vérité est amère, même prononcée par l'homme au discours le plus suave, au parler le plus doux, à l'âme la plus agréable, et au caractère le plus généreux. Et la vérité est amère, même lorsque son énoncé même n'annonce que du bien, n'appelle qu'au bien, et ouvre les portes de l'espoir aussi largement que des portes peuvent s'ouvrir. La preuve en est cette parole que prononça hier un député, dans laquelle il dépeignit la vérité sous son plus beau jour — mais à peine était-elle tombée dans les oreilles des députés qu'un groupe d'entre eux s'en indigna, si bien que l'affaire se troubla, que la chose prit de l'ampleur, que les voix s'élevèrent, que le tumulte s'intensifia, et que le président de la Chambre se vit contraint de suspendre la séance, d'accorder aux députés un répit, et de laisser au président du Conseil le temps de chercher une issue à l'impasse où on l'avait poussé.

Et cette parole, qui dépeignit la vérité sous son plus beau jour tout en irritant les députés au plus haut point, était celle-ci : « L'optimisme vaut mieux que le pessimisme, et le mieux est de laisser la question de la dette publique à notre sage gouvernement, pour qu'il la gère selon l'intérêt. »

Les députés s'indignèrent de cette parole et s'agitèrent, les députés s'émurent de cette parole et s'échauffèrent, et l'un d'eux s'écria : « À quoi sert donc la Chambre des députés ? » Et l'étrange, c'est que ce soulèvement n'aboutit à rien, que cette protestation n'aboutit à rien, et que la Chambre des députés finit par croire que l'optimisme vaut effectivement mieux que le pessimisme, et que le mieux est effectivement de laisser la question de la dette publique à notre sage gouvernement. Elle laissa donc la question de la dette publique à notre sage gouvernement, parce qu'elle lui fait confiance, qu'elle en est rassurée, et qu'elle croit qu'il est véritablement sage. Mais vous demanderez : pourquoi donc la Chambre s'est-elle indignée contre ce député qui prétendait que l'optimisme vaut mieux que le pessimisme, et que le mieux est de laisser la question de la dette publique à notre sage gouvernement ? La réponse à cette question est claire : la Chambre s'est indignée parce qu'elle ne pouvait faire autrement que de s'indigner. Car elle veut que l'optimisme vaille mieux que le pessimisme, mais elle ne veut pas le déclarer ouvertement, ni le consigner comme un fait acquis ; elle veut

laisser l'affaire à notre sage gouvernement, mais seulement après une discussion où le débat s'échauffe, où les voix s'élèvent, et où le désordre abonde.

L'homme est ainsi fait qu'il doit croire en sa propre force, si faible soit-il, et se persuader de sa liberté, si contraint soit-il. Il faut donc bien que les gens croient des députés qu'ils débattent et discutent, et il faut bien que les députés eux-mêmes se croient, à eux-mêmes, qu'ils débattent et discutent aussi. Et les députés débattirent et discutèrent hier, s'acquittant fort bien de l'épreuve du débat et de la discussion, puis se convainquirent que l'optimisme vaut mieux que le pessimisme, et que la question de la dette publique doit être laissée à notre sage gouvernement. Et ils débattirent et discutèrent de même lundi, puis se convainquirent que l'optimisme vaut mieux que le pessimisme, et que la question des Tribunaux mixtes doit être laissée à notre sage gouvernement. Et ils débattirent et discuteront de même encore, puis se convaincront, s'il plaît à Dieu, que l'optimisme vaut mieux que le pessimisme, et que la question de la dette hypothécaire doit être laissée à notre sage gouvernement. Et tant que le gouvernement est sage, il faut tout lui laisser. Ce qui importe n'est pas que le gouvernement fasse quoi que ce soit, mais qu'il soit dit à la Chambre des députés que c'est un gouvernement sage, et que la Chambre des députés lui laisse tout. Car le gouvernement de Sidki Pacha était sage, et les députés croyaient en sa sagesse ; ils ne lui retirèrent jamais leur confiance, un seul jour, et ne le renversèrent jamais, en tout ou en partie, un seul jour. Mais sa sagesse s'envola sans crier gare, et il tomba en l'absence des députés ; puis les députés se réunirent après coup, et il leur apparut alors qu'il n'avait jamais été sage, pas un seul jour, ni une inspiration à l'optimisme, ni digne de confiance, à aucun moment, ni dans aucune de ses actions. Quant au ministère actuel, sa sagesse, Dieu merci, demeure intacte, et il faut donc lui laisser la question de la dette publique, la question de la dette hypothécaire, et la question des Tribunaux mixtes. Et il traite ces questions exactement comme le faisait le ministère de Sidki Pacha, c'est-à-dire qu'il ne fait rien du tout ! Mais il n'en est pas moins sage, et les députés doivent lui faire confiance, être optimistes, être rassurés, et tout lui laisser. Et ils l'ont fait, et continuent de le faire ; ils ont été rassurés, et continuent de l'être, quant au fait que la question des Tribunaux mixtes est un sujet de négociation dont il ne convient pas de parler, et que la question de la dette publique est un sujet de négociation dont il ne convient pas de parler. Quant à la question de la dette hypothécaire, puisse-t-elle connaître le même sort que ces deux

questions, s'il plaît à Dieu. Et les choses sont suspendues à leur heure. Ce qui est plaisant, c'est que le président du Conseil voulut confirmer aux députés ce qui ne fait aucun doute, à savoir que son ministère est sage et veille à l'intérêt public ; l'un d'eux l'interrogea alors sur la déclaration du ministre des Finances, qui prétendait devant le peuple qu'il n'accepterait que du papier-monnaie, et qu'il ne négocierait pas là-dessus. Le président du Conseil ne voulut pas répondre à cette question, mais s'en dégagea, et échappa entièrement à celui qui l'interrogeait. Et comment aurait-il pu répondre à cette question, alors que le faire aurait poussé le ministre des Finances tout droit vers la démission, et l'aurait annoncé aux députés en termes clairs ? Car le ministre des Finances ne veut pas négocier sur la question de la dette publique, et pourtant

le délégué du ministère est arrivé, ou presque, à Paris, et se prépare à négocier sur cette question même que le ministre des Finances ne veut pas négocier. Et le ministre des Finances accepte pour lui-même cette situation, et ne démissionne pas — mais à condition que cela ne soit pas déclaré ouvertement à la Chambre des députés, et que le président du Conseil ne le déclare pas en des termes que le peuple puisse entendre, et que les journaux puissent diffuser. Car la vérité est amère, même lorsqu'elle émane du président du Conseil lui-même.

Quant au peuple égyptien, personne ne l'a interrogé, et personne ne l'interrogera, pour savoir s'il est optimiste ou pessimiste, s'il est rassuré par le sage gouvernement ou non. Personne ne l'interrogera, car personne ne se soucie de l'interroger ; et tant que les députés et les sénateurs sont satisfaits, le peuple est satisfait, s'il plaît à Dieu. Et nous ne croyons pas le peuple, s'il déclare, et insiste à le déclarer, qu'il est mécontent — car ce ne sont là que des paroles, des paroles auxquelles les gens sensés ne devraient pas prêter l'oreille : ces hommes à qui Dieu a accordé la sagesse, la compétence et l'habileté, jusqu'au jour où le pouvoir leur sera retiré, et où ils connaîtront le même échec et la même déconvenue que Sidki Pacha.

Cela dit, les députés et les ministres veulent-ils entendre, encore une fois, une seule parole amère parmi ces paroles amères qu'ils entendent, dont ils s'irritent, puis dont ils se rassurent ? S'il en est ainsi, qu'ils sachent donc que l'optimisme vaut mieux que le pessimisme, comme le leur a dit leur collègue hier, et que tout le bien réside en ceci : ne pas discuter, ne pas débattre, et ne pas imposer au gouvernement la peine de répondre. Car l'homme sage se doit de ne pas gaspiller son temps et ses efforts en vain. Et tant que le gouvernement est sage, et tant

que tout finit toujours par la croyance en sa sagesse et la confiance qu'on lui accorde en toute chose, alors peut-être la prudence consisterait-elle à lui accorder une délégation totale et entière dans la conduite des affaires, sans discussion ni réplique, en cet été accablant et pesant !!

[Taha Hussein]

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 7 juin 1934.